

**OCCITANIE-PYRÉNÉES-
MÉDITERRANÉE**

la **ligue** de
l'enseignement
un avenir par l'éducation populaire

LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT OCCITANIE / PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT, MOUVEMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE

Association loi 1901

Siège social : 13 rue du Lieutenant Paul Delpech
09000 FOIX

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**



LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT OCCITANIE / PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT, MOUVEMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE

Association loi 1901

Siège social : 13 rue du Lieutenant Paul Delpech

09000 FOIX

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT OCCITANIE / PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, et n'appellent pas de commentaire particulier.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau de votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Boulogne, le 9 avril 2026

audit france

Commissaire aux Comptes

Représenté par Christophe Rambeau

Commissaire aux Comptes

BILAN

ACTIF	31.12.2025			31.12.2024	PASSIF	31.12.2025	31.12.2024
	Brut	Amort. & Dépréciation	Net	Net			
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles	12 500	12 500			Fonds propres (avant affectation)	261 496	265 988
Terrains					Résultat de l'exercice	-7 327	-4 492
Constructions					Subventions d'investissement		
Matériels d'activités					Total	254 169	261 496
Autres immobilisations corporelles	4 958	4 047	911	434	FONDS DEDIES & PROVISIONS		
Immobilisations en cours					Fonds dédiés	543 136	506 569
Autres prêts et titres immobilisés	22 500		22 500	30 000	Provisions pour risques		
Dépôts et cautionnements					Provisions pour charges	35 094	32 463
Total	39 958	16 547	23 411	30 434	Total	578 230	539 033
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks					Emprunts et dettes assimilées		
Usagers - clients	87 700		87 700	103 478	Fournisseurs	49 274	182 916
Autres créances	267 663		267 663	310 650	Dettes fiscales et sociales	12 500	9 846
Charges constatées d'avance					Autres dettes		433
Trésorerie	515 399		515 399	549 161	Produits constatés d'avance		
Total	870 762		870 762	963 288	Total	61 774	193 194
Total	910 719	16 547	894 173	993 723	Total	894 173	993 723

LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT OCCITANIE-PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE

COMPTE DE RESULTAT	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	19 500	19 500
Ventes de biens		
Prestations de service	33 056	31 982
Subventions d'exploitation	550 333	608 601
Dons et Mécénat		
Contributions financières	199 581	218 239
Reprises sur dépréciations et provisions		
Produits des cessions d'immobilisations		
Utilisations des fonds dédiés	502 569	264 883
Autres produits	486	2 125
Total	1 305 525	1 145 331
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	162 534	149 983
Aides financières	519 603	424 851
Impôts et taxes	1 067	1 160
Salaires	65 683	52 190
Cotisations sociales	26 807	21 958
Dotations aux amortissements	720	402
Dotations aux dépréciations		
Dotations aux provisions	2 630	2 837
Valeurs comptables des immobilisations cédées		
Reports en fonds dédiés	539 136	502 569
Autres charges	2 229	0
Total	1 320 409	1 155 950
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	-14 884	-10 620
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers	7 558	6 127
Reprises sur dépréciations et provisions		
Total	7 558	6 127
CHARGES FINANCIERES		
Charges financières		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total		
RESULTAT FINANCIER (II)	7 558	6 127
RESULTAT COURANT (I + II)	-7 327	-4 492
Produits exceptionnels		20 000
Charges exceptionnelles		20 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)		
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	-7 327	-4 492

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature et prestations en nature	42 120	44 040
Bénévolat	13 340	14 904
Total	55 460	58 944
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens et prestations en nature	42 120	44 040
Personnel bénévole	13 340	14 904
Total	55 460	58 944

ANNEXE

Au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre **2025** qui dégage un déficit de **7 326.82 €**.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les comptes annuels composés du bilan, du compte de résultat et de l'annexe forment un tout indissociable.

Objet social et périmètre des activités de l'association : la fédération a pour but, au service de l'idéal laïc, démocratique et républicain, de contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes.

I - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Aucun fait caractéristique n'est à signaler au titre de cet exercice.

II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2022-06.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. L'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation. Sauf exception, les créances et dettes ont des échéances à moins d'un an.

Changement de méthode comptable : Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

III - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

a) Tableau de variations des immobilisations

Valeurs brutes	Début	Acquisitions	Diminutions	Fin
Droit d'auteur Film	12 500,00			12 500,00
Terrains				
Constructions et agencements				
Matériel d'activités				
Agencements & aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel informatique	3 760,80	1 197,00		4 957,80
Mobilier de bureau				
Immobilisations en cours				
Total	16 260,80	1 197,00		17 457,80

b) Tableau de variations des amortissements

Amortissements	Taux linéaire	Début	Dotations	Reprises	Fin
Droit d'auteur Film	33%	12 500,00			12 500,00
Constructions et agencements	5%				
Matériel d'activités	33% à 20%				
Agencements & amén. divers	10%				
Matériel de transport	25%				
Matériel informatique	33%	3 326,42	720,09		4 046,51
Mobilier de bureau	20%				
Total		15 826,42	720,09		16 546,51

2. Immobilisations financières

	Montant	- d'1 an	+ d'1 an
Prêt Ligue Enseignement 48	22 500,00	15 000,00	7 500,00

3. Stocks

Néant

4. Usagers

Ligue Confédéral	23 260,56
Ligue Enseignement 09	3 500,00
Ligue Enseignement 11	4 684,00
Ligue Enseignement 12	6 076,00
Ligue Enseignement 30	8 348,00
Ligue Enseignement 31	6 092,00
Ligue Enseignement 32	5 708,00
Ligue Enseignement 34	6 095,60
Ligue Enseignement 46	4 672,00
Ligue Enseignement 48	3 500,00
Ligue Enseignement 65	3 500,00
Ligue Enseignement 66	4 688,00
Ligue Enseignement 81	4 076,00
Ligue Enseignement 82	3 500,00
	87 700,16

5. Autres créances

Subv. Conseil Régional (Discrimétrage 2025)	47 000,00
Subv. Conseil Régional (Discrimétrage 2024)	47 000,00
Subv. Conseil Régional (Services Civiques 2024)	70 200,00
Subv. Conseil Régional (Services Civiques 2025)	65 700,00
Subv. Conseil Régional 2025 Animation de réseau	37 763,00
	267 663,00

6. Charges constatées d'avance

Néant

7. Trésorerie

La Banque Postale	28 315,59
Livret A LBP	85 788,83
Livret LBP	401 294,09
	515 398,51

IV - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

1. Fonds propres

Les fonds propres sont le cumul des résultats dégagés depuis la création de l'association auxquels s'ajoutent l'excédent de la plateforme coopérative de l'année 2022 pour 7 333 €.

2. Subventions d'investissement

Néant

3. Fonds dédiés

	Début	Reports	Utilisations	Fin
Académie Toulouse - Devoirs faits	92 476,00	101 914,00	92 476,00	101 914,00
Académie Toulouse - Classes immerssion anglais	4 000,00			4 000,00
Conseil Régional - Service Civique	70 200,00	65 700,00	70 200,00	65 700,00
ARS - Projet TOUS CITOYENS ESMS	128 893,30	119 716,62	128 893,30	119 716,62
ARS - Projet PGE	100 000,00	124 000,00	100 000,00	124 000,00
ANS - Projet PGE	111 000,00	125 605,60	111 000,00	125 605,60
DRAJES - LIRE ET FAIRE LIRE		2 200,00		2 200,00
Total	506 569,30	539 136,22	502 569,30	543 136,22

4. Provisions

	Début	Dotations	Reprises (*)	Fin
Provisions pour risques				
Engagement de retraite du personnel (1)	32 463,35	2 630,17		35 093,52
Provisions pour charges	32 463,35	2 630,17		35 093,52
Subvention à recevoir				
Dépréciations				
Total	32 463,35	2 630,17		35 093,52
Dotations / reprises d'exploitation		2 630,17		
Dotations / reprises financières				
Dotations / reprises exceptionnelles				
Total		2 630,17		

(*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet

(*) Dont reprises sur provisions devenues sans objet

Total

(1) Conformément au règlement CNC n°2003-R.01 et à la convention collective de l'Animation, la provision pour engagements de retraite représente 1/4 de mois de salaire par année de présence pour l'ensemble des salariés en CDI ayant plus d'un an d'ancienneté, avec des charges patronales de 50%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision.

5. Emprunts et dettes assimilées

Néant

6. Fournisseurs

Ligue Enseignement 09	509,12
Ligue Enseignement 11	11 061,78
Ligue Enseignement 12	3 339,56
Ligue Enseignement 30	1 014,84
Ligue Enseignement 31	803,03
Ligue Enseignement 32	-10 025,64
Ligue Enseignement 34	847,30
Ligue Enseignement 46	896,66
Ligue Enseignement 65	1 248,84
Ligue Enseignement 66	609,40
Ligue Enseignement 81	953,23
CD UFOLEP	3 660,42
CD USEP	1 500,00
Fournisseurs Divers	1 031,40
Factures non parvenues	31 824,01
	49 273,95

7. Dettes fiscales et sociales

Congés payés	4 974,52
Charges sur congés payés	2 176,66
Urssaf	2 167,00
Caisse retraites	630,51
Mutuelle Harmonie	178,98
Prévoyance	199,49
DGFIP	236,00
Unifomat	1 937,00
	12 500,16

8. Autres dettes

Néant

9. Produits constatés d'avance

Néant

V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1. Subventions d'exploitation

	Exercice clos	Exercice précédent
Académie Toulouse - Devoirs faits	139 763,00	120 544,00
Conseil Régional - Animation Réseau	37 763,00	39 750,00
Conseil Régional - Service Civique	65 700,00	70 200,00
Conseil Régional - Discrimétrage	47 000,00	47 000,00
DREETS - Discrimétrage	5 000,00	5 000,00
DRAJES - FDVA II - LIRE ET FAIRE LIRE	7 000,00	
DRAJES- Service civique		8 000,00
ANS - DRAJES - Projet PGE	21 000,00	111 000,00
Poste FONJEP	7 107,00	7 107,00
ARS – Projet PGE	120 000,00	100 000,00
ARS – Projet Tous Citoyens ESMS	100 000,00	100 000,00
Total	550 333,00	608 601,00

2. Contributions financières

	Exercice clos	Exercice précédent
Ligue Confééral - CPO	20 124,00	20 124,00
Ligue Confédéral - Correspondants académiques CPO	7 900,00	20 000,00
Ligue Confédéral - Mission Décrochage scolaire nationale	5 000,00	15 000,00
Ligue Confédéral - Diffusion vacances	131 557,00	136 115,00
Ligue Confédéral - Formation tuteurs service civique	7 500,00	7 500,00
Liges départementales d'Occitanie	26 000,00	19 500,00
Lire et Faire Lire National	1 500,00	
Total	199 581,00	218 239,00

3. Aides financières

	Exercice clos	Exercice précédent
Liges de la région Occitanie - Projets Régionaux	435 787,68	328 999,68
Ligue 66 - Correspondant Académique	3 500,00	10 000,00
Liges région Occitanie - Défraiement VPT	80 315,01	85 850,99
Total	519 602,69	424 850,67

4. Produits et Charges exceptionnels

Néant

VI - AUTRES INFORMATIONS

1. Effectif

Salarié	Exercice clos		Exercice précédent	
	Effectif (1)	E.T.P. (2)	Effectif (1)	E.T.P. (2)
Cadres	1	1	1	1
Employés				
Emplois aidés (CEC, E-Jeunes, ...)				
Total	1	1	1	1

(1) Effectif à la clôture quel que soit la durée de travail (2) Équivalent Temps Plein : Temps plein = 1 820 H/an

2. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants.

3. Engagement en matière de Compte personnel à la formation (CPF)

Conformément à la loi n°2004-391 du 4 mai 2004, modifiée par le décret n°2018-1153 du 14 décembre 2018, instaurant pour les salariés un droit individuel à la formation à hauteur de 500 € par an par salarié, les droits acquis par les salariés à la clôture de l'exercice s'élèvent à : GUEGAN Hervé : 5 660,00 € (144 h x 15 € + 500 € x 7)

4. Engagement de crédits-bails et locations de longue durée

Néant

5. Engagements hors bilan

Néant

6. Contributions volontaires en nature

Mise à disposition de personnes pour l'Union Régionale :

Fédération de l'Ariège :

Salariés :	112 H x 30,00 =	3 360,00 €
Administrateurs (Bénévolat) :	60 H x 23,00 =	1 380,00 €

Fédération de l'Aude :

Salariés :	104 H x 30,00 =	3 120,00 €
Administrateurs (Bénévolat) :	32 H x 23,00 =	736,00 €

Fédération de l'Aveyron :

Salariés :	144 H x 30,00 =	4 320,00 €
Administrateurs (Bénévolat)	40 H x 23,00 =	920,00 €

Fédération du Gard :

Salariés :	104 H x 30,00 =	3 120,00 €
Administrateurs (Bénévolat) :	16 H x 23,00 =	368,00 €

Fédération de la Haute Garonne :

Salariés :	168 H x 30,00 =	5 040,00 €
Administrateurs (Bénévolat) :	56 H x 23,00 =	1 288,00 €

Fédération du Gers :

Salariés :	72 H x 30,00 =	2 160,00 €
Administrateurs (Bénévolat) :	32 H x 23,00 =	736,00 €

Fédération de l'Hérault :

Salariés :	120 H x 30,00 =	3 600,00 €
Administrateurs (Bénévolat) :	72 H x 23,00 =	1 656,00 €

Fédération du Lot :

Salariés :	88 H x 30,00 =	2 640,00 €
Administrateurs (Bénévolat) :	32 H x 23,00 =	736,00 €

Fédération de Lozère :

Salariés :	32 H x 30,00 =	960,00 €
Administrateurs (Bénévolat) :	8 H x 23,00 =	184,00 €

Fédération des Hautes Pyrénées :

Salariés :	80 H x 30,00 =	2 400,00 €
Administrateurs (Bénévolat) :	32 H x 23,00 =	736,00 €

Fédération des Pyrénées-Orientales :

Salariés :	168 H x 30,00 =	5 040,00 €
Administrateurs (Bénévolat) :	32 H x 23,00 =	736,00 €

Fédération du Tarn :

Salariés :	116 H x 30,00 =	3 480,00 €
Administrateurs (Bénévolat) :	12 H x 23,00 =	276,00 €

Fédération du Tarn et Garonne :

Salariés :	96 H x 30,00 =	2 880,00 €
Administrateurs (Bénévolat) :	156 H x 23,00 =	3 588,00 €

TOTAL **55 460,00 €**

Dont :

Total Salariés : **42 120,00 €**

Total Administrateurs (Bénévolat) : **13 340,00 €**